

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
CS 40 331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 31/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EVONEO**

11 chemin de Perpignan  
BP 33724  
31000 Toulouse

Références : 2025/061  
Code AIOT : 0006802412

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement EVONEO (ex SETMI) implanté 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu après l'événement survenu le 7 janvier 2025. Elle s'inscrit également dans la prise de poste de la nouvelle inspectrice en charge du suivi de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVONEO
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'installation est une usine d'incinération de déchets non dangereux située à Toulouse et exploitée, dans le cadre d'une délégation de service public, pour le compte du syndicat mixte DECOSET.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

Des travaux de mise en conformité des installations avec les meilleures techniques disponibles définies dans le Bref Incinération sont en cours sur le site depuis septembre 2023. Ces travaux sont assurés par le syndicat mixte DECOSET, en tant que maître d'ouvrage.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, la délégation de service public concernant l'exploitation de l'incinérateur du Mirail est allouée à la société EVONEO (filiale SUEZ).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration incident / accident	Code de l'environnement du 07/01/2025, article R.512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence :

- 1 fait sans suite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration incident / accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/01/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.  Un rapport accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures

d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Par courriel du 08/01/2025, l'exploitant a informé l'inspection de l'événement survenu le 07/01/2025 après-midi.

Ainsi, suite à un bourrage sur un des circuits situés entre l'un des silos de stockage de bicarbonate et les installations de dosage et de propulsion vers le traitement des fumées, du produit s'est écoulé sur le toit du local.

Ce produit ne présente pas de risque environnemental, et cela n'a en rien perturbé, ni mis en défaut le traitement des fumées. Cependant, les rafales ont pu générer des envolées modérées, perceptibles potentiellement dans le voisinage, le temps qu'un bâchage soit mis en place pour les contenir.

Le pompage, organisé dès le soir de l'incident, a été effectué le lendemain.

L'analyse de l'évènement afin d'en déterminer l'origine et de se prémunir de nouveaux cas est menée par l'exploitant. Le jour de l'inspection, elle n'était pas finalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'analyse de l'événement avec origines et mesures préventives éventuelles mises en œuvre. Cette analyse pourra être restituée sous la forme d'une fiche de notification d'accident/incident du BARPI. Délai = 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Sans suite